

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 RODEZ

RODEZ, le 19/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**COM AGGLO GRAND RODEZ**

STEP DE CANTARANNE  
1 Place Adrien Rozier  
12000 Rodez

Code AIOT : 0006802588

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement COM AGGLO GRAND RODEZ implanté STEP DE CANTARANNE Route de Cantaranne 12850 Onet-le-Château. L'inspection a été annoncée le 20/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COM AGGLO GRAND RODEZ
- STEP DE CANTARANNE Route de Cantaranne 12850 Onet-le-Château
- Code AIOT : 0006802588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station d'épuration de Cantaranne appartient à la communauté d'agglomération de Rodez et est gérée par VEOLIA.

Cette installation traite les effluents générés par les zones d'activité de Cantaranne et d'Arsac. L'ensemble des effluents traités et des boues sont envoyés à la station d'épuration de Bénéchou.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Rejets aqueux
- Stockage substances dangereuses

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 1
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 1.3.1
3	Rejets milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 4
4	Autosurveillance	AP Complémentaire du 27/09/2019, article 2
5	Mesures comparatives	AP Complémentaire du 27/09/2019, article 2
6	Déclarations GERE	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 6.4
7	Déclarations GIDAF	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 6.3.2
8	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 3.3.3
9	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 3.3.3
10	Eaux pluviales VLE	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 3.3.10
11	Valorisation des boues	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 4.3
12	Inventaire substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 7.2.1
13	Zonages des dangers	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 7.2.2
14	Stockages produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 7.5.2
15	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 7.5.3
16	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 7.6.3

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Classement ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> 2752. Stations d'épuration mixte Station d'épuration mixte (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles) ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 équivalents-habitants, lorsque la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en demande chimique en oxygène : Autorisation
<b>Constats :</b>  La station d'épuration de Cantaranne a une capacité de traitement de 108 000 équivalents-habitants et la grande majorité de la charge polluante provient d'installations classées autorisées.
<b>Observations :</b>  Le rapport de fonctionnement 2023 de la station d'épuration de Cantaranne met en évidence une capacité de traitement de 108 000 équivalents-habitants.  L'exploitant explique que les effluents proviennent de : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'ensemble de la ZAC de Cantaranne;</li><li>- l'ensemble de la ZAC d'Arsac;</li><li>- un lotissement proche de Cantaranne;</li><li>- les villages de La Roquette et de Manhac.</li></ul> Selon l'exploitant, la grande majorité de la charge polluante provient d'industries et en particulier des laiteries et abattoirs qui sont des installations classées autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que le site, les installations et les espaces verts étaient propres et entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Rejets milieu naturel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> En l'absence d'un traitement spécifique du phosphore installé sur la station de Cataranne, la totalité des effluents prétraités et les boues issues du prétraitement devront être dirigés vers la station de Bénéchou.
<b>Constats :</b>  L'intégralité des effluents prétraités et les boues issues du prétraitement sont dirigés vers la station de Bénéchou.
<b>Observations :</b>  La STEP ne traite pas le phosphore des effluents. Ces derniers sont dirigés vers la STEP de Bénéchou après leur prétraitement à Cantaranne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Autosurveillance****Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 27/09/2019, article 2**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau**Prescription contrôlée :**

Débit de référence	Débit journalier maximum : 6 000 m <sup>3</sup> / jour Débit moyen mensuel : 4 200 m <sup>3</sup> /j Débit maximal : 250 m <sup>3</sup> /h		C	1
pH	5,5 à 8,5		C	1
Température	Inférieure à 30 °C		C	1
Paramètre	Valeur Limite Concentration (mg/l)	Valeur Limite Flux journalier (kg/j)	Auto-surveillance (1)	Nbre de mesures comparatives annuelles
DCO	125	750	2 fois en H	1
DBO5	30	180	2 fois en H	1
MEST	35	210	2 fois en H	1
Azote global	35	210	2 fois en H	1
Phosphore total	30	180	2 fois en H	1
Zinc	0,8	4,8	T	1

**Constats :**

Sur la période décembre 2022 - décembre 2023, les déclarations GIDAF mettent en évidence :

- le respect des fréquences d'analyses ;
- le respect des VLE sur l'ensemble des paramètres avec seulement :
  - un dépassement pour les MES en juin 2023 (13% de dépassement) dû à un gros orage ;
  - 2 dépassements de pH en octobre 2023 (pH mesuré de 8,6 et 8,7 pour une VLE à 8,5).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Mesures comparatives****Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 27/09/2019, article 2**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait procéder à des mesures comparatives par un organisme extérieur selon les fréquences ci-dessous :

Débit de référence	Débit journalier maximum : 6 000 m <sup>3</sup> / jour Débit moyen mensuel : 4 200 m <sup>3</sup> /j Débit maximal : 250 m <sup>3</sup> /h		C	1
pH	5,5 à 8,5		C	1
Température	Inférieure à 30 °C		C	1
Paramètre	Valeur Limite Concentration (mg/l)	Valeur Limite Flux journalier (kg/j)	Auto-surveillance (1)	Nbre de mesures comparatives annuelles
DCO	125	750	2 fois en H	1
DBO5	30	180	2 fois en H	1
MEST	35	210	2 fois en H	1
Azote global	35	210	2 fois en H	1
Phosphore total	30	180	2 fois en H	1
Zinc	0,8	4,8	T	1

**Constats :**

L'exploitant fait procéder tous les 6 mois à des mesures comparatives par un organisme extérieur.

**Observations :**

L'exploitant a présenté les rapports intitulés "Contrôle annuel du fonctionnement du dispositif d'autosurveillance" réalisés par la société IRH en juin 2023 et novembre 2023.  
Ces rapports d'intervention mettent en évidence la conformité des mesures de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Déclarations GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 6.4																				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets																				
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation, dès lors que les flux annuels indiqués dans le tableau ci-après sont dépassés, l'exploitant adresse à Madame la Préfète, chaque année, un bilan comprenant <ul style="list-style-type: none"> <li>- les utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées,</li> <li>- la masse annuelle des émissions de polluants. La masse émise est la masse des polluants considérés émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.</li> </ul>																				
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Polluants</th><th>Identification</th><th>Seuils (kg/an)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>N total</td><td>Exprimé en masse de N</td><td>50000</td></tr> <tr> <td>P total</td><td>Exprimé en masse de P</td><td>5000</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>DCO</td><td>150000</td></tr> <tr> <td>DBO5</td><td>DBO5</td><td>43000</td></tr> <tr> <td>MES</td><td></td><td>300000</td></tr> </tbody> </table>			Polluants	Identification	Seuils (kg/an)	N total	Exprimé en masse de N	50000	P total	Exprimé en masse de P	5000	DCO	DCO	150000	DBO5	DBO5	43000	MES		300000
Polluants	Identification	Seuils (kg/an)																		
N total	Exprimé en masse de N	50000																		
P total	Exprimé en masse de P	5000																		
DCO	DCO	150000																		
DBO5	DBO5	43000																		
MES		300000																		
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise chaque année une déclaration GEREP mettant en évidence les volumes d'eau rejetés et les quantités de polluants (N, DBO, DCO, MES, P et Zn).																				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																				

**N° 7 : Déclarations GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 6.3.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau		
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses réalisées le mois précédent et imposées par le présent arrêté. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre où prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.  Il est adressé avant la fin de chaque période sous un mois à l'inspection des installations classées.		
<b>Constats :</b>  L'exploitant réalise mensuellement des déclarations GIDAF où les causes des écarts significatifs sont expliquées.		
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite		



**N° 8 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution sur les aires de déchargement des produits chimiques et matières polluantes ne sont rejetées dans le réseau pluvial qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié.
<b>Constats :</b>  L'établissement ne rejette pas dans le réseau pluvial. Les eaux pluviales sont intégrées dans le process de traitement ou rejetées dans le milieu naturel (voir point suivant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 3.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] un séparateur d'hydrocarbure doit équiper le réseau pluvial de la station qui traitera à minima la plateforme de déchargement des graisses.
<b>Constats :</b>  Les eaux pluviales du site dont celles de la plateforme de déchargement des graisses intègrent le process de traitement des effluents. Seules les eaux issues de la voirie au sud du site sont rejetées dans l'Aveyron après un traitement dans un séparateur d'hydrocarbures.
<b>Observations :</b>  L'exploitant a présenté le bordereau attestant du curage du séparateur en date du 9 mars 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Eaux pluviales VLE**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 3.3.10

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter pour le rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies à l'annexe 3 des présentes prescriptions.

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)
DCO	300
Hydrocarbures totaux	10
MES	100
PH	entre 5.5 et 8.5

Constats :

Les eaux pluviales rejetées respectent les valeurs limites en concentration pour l'ensemble des paramètres.

Observations :

L'exploitant a présenté les résultats des analyses réalisées sur les eaux pluviales en sortie du séparateur d'hydrocarbures en janvier 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 11 : Valorisation des boues**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Compte tenu de la valeur agronomique des boues produites par la station à boues activées, le choix d'élimination de ces dernières devra favoriser l'épandage comme filière qui constitue un apport d'engrais intéressant pour l'agriculture.
<b>Constats :</b>  L'ensemble des boues produites sont envoyées vers la station de Bénéchou pour y être traitées. Une fois traitées, 99% de ces boues partent en valorisation agricole.
<b>Observations :</b>  Le site ne traite pas ses boues générées qui sont envoyées sur la STEP de Bénéchou. Le rapport de "Suivi agronomique des épandages des boues de la station d'épuration de Bénéchou" de 2022 met en évidence que 99% des boues sont valorisées en agriculture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Inventaire substances dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient à jour un tableau des substances dangereuses présentes sur site (nom, quantité, mention de danger) avec les liens vers les fiches de données de sécurité qu'il possède par ailleurs en version papier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Zonages des dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.
<b>Constats :</b>  L'exploitant possède un plan du site mettant en évidence les zones de danger. Ces zones sont par ailleurs matérialisées sur site à l'aide de panneaux d'avertissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Stockages produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b>  Le site ne possédant pas de filière de traitement physico-chimique, il n'y a pas sur site de stockage de produits chimiques.
<b>Observations :</b>  Le site ne possède pas de cuve/fût de produits chimiques, il stocke néanmoins des petites quantités de substances dangereuses pour la maintenance et l'entretien (voir point suivant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à: <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables. à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans Les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li><li>- dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L.</li></ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, incombustible, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.
<b>Constats :</b>  Les produits dangereux (bidons d'huile, produits de maintenance, produits d'entretien) sont stockés sur des rétentions aux volumes adaptés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/05/2006, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] - des extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques [...] [...]  Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  Le site est équipé d'extincteurs vérifiés annuellement.
<b>Observations :</b>  L'exploitant a présenté les rapports d'intervention de la société CHUBB de juillet 2023 (vérification annuelle) et septembre 2023 (livraison de 3 nouveaux extincteurs). Ces rapports concluent au bon état des extincteurs présents sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite